

Andalousie L'amer tribut à nos fraises hors saison

A Huelva, la culture intensive ne connaît pas de ralentissement. Mais la crise économique aggrave la précarité des conditions de production.



En quittant Séville par l'autopista del Quinto Centenario, le voyageur laisse derrière lui orangers et oliviers traditionnels de l'Andalousie pour un fruit quasi exotique, la fraise. Plantées par millions chaque année dans le nord de l'Espagne, les baies ne germent pas en Andalousie, car il y fait trop chaud. Elles sont transportées par camion pour être repiquées dans les serres de la région de Huelva. Grosse bourgade industrielle nichée dans le delta du Rio Tinto, la ville a vu Christophe Colomb embarquer pour le Nouveau-Monde. De l'autre côté du fleuve, les dizaines de cheminées d'un pôle industriel colossal concurrencent le Monumento a Colon, à la mémoire de l'explorateur. Elles crachent leurs résidus brunâtres sur les serres de plastique blanc posées à leur pied sur des kilomètres.

Grâce à l'amour immodéré des Européens pour les fraises hors saison, leur culture intensive dans la région de Huelva est une industrie florissante, dénoncée depuis des années par différents mouvements sociaux et environnementaux.

Culture du plastique

Autrefois vallonné et planté de pins, mais terrassé à coups de pelle mécanique, ce bout de terre aride produit désormais la quasi-totalité des fraises que l'on trouve en Suisse et en Europe, en grande surface depuis janvier, et jusqu'à l'arrivée des fruits locaux, à fin mai. De Palos de la Frontera au parc national de la Doñana, près de Cadix, le plastique recouvre des milliers d'hectares et grignote même les zones protégées. Près de 60 000 personnes y travailleraient.

C'est pour s'enquérir de l'évolution de la situation sociale sur place que Noé Graff, vigneron à Begnins et membre de la plateforme pour une agriculture socialement durable, est arrivé de Suisse la veille. Grâce aux contacts qu'il entretient à Séville, il nous met en relation avec Maria-Carmen Garcia-Beno, permanente d'un syndicat andalou (cf. photo) qui connaît bien la problématique du travail de la fraise. Sous-enchère salariale, logements précaires, risques pour la santé: elle tente tant bien que mal d'entrer

en contact avec les ouvriers pour qu'ils s'organisent, et accepte de nous accompagner au coeur des plantations.



Le travail de la fraise est harassant: pliées en deux dans les tunnels de plastique brûlant, plus rarement à l'air libre, les ouvrières évoluent alignées entre les petits monticules, les pieds dans la boue d'une irrigation chargée en fongicides et en pesticides dont la toxicité a été maintes fois dénoncée par les organisations écologistes et même par le personnel médical local. Il faut trier les fraises pourries, garder les trop vertes, et cueillir assez tôt pour que le fruit supporte le transport. Ensuite, regrouper les récoltes dans des caisses et porter les fruits jusqu'aux camions qui attendent en bordure des champs.

Saisonniers et journaliers

Harassant, mais aussi précaire: frappée par la crise (certains villages connaissent 80% de chômage), l'Espagne n'a pas renoncé à une forme de recrutement spécifique, le «contrat en origine». Malgré l'abondante main-d'œuvre présente sur son sol, l'Andalousie recrute en masse des ouvrières dans des villages roumains, marocains ou ukrainiens. Maria- Carmen Garcia dénonce ce système qui voit les patrons de l'agriculture préférer l'accueil de courte durée de travailleuses «sous-payées et plus dociles que les hommes» à l'engagement de personnes déjà présentes en Espagne. Par conséquent, des milliers d'hommes jeunes, en grande majorité africains, se trouvent sans travail. L'Espagne espère ainsi contrôler l'immigration, car, en choisissant notamment des mères d'enfants en bas âge, on s'assure de leur retour au pays après la saison. Un mode de faire que l'Union européenne encourage en finançant le programme Aenas Cartaya, dont l'un des buts affichés est «la lutte contre l'immigration illégale».



Africains contre femmes des contrats en origine: le contraste entre ces deux réservoirs de main-d'œuvre est saisissant. Dès l'aurore, la place centrale du petit village de Palos de la Frontera est bondée. Car même le contrat en origine ne garantit pas le travail. Il faut attendre qu'un patron embarque le nombre de femmes nécessaire pour le travail du jour. Pas de travail, pas de paie. Les contrats prévoient dix-huit jours de travail par mois au minimum, mais la

plupart ne les font pas. Et en cas de problème avec le patron, un «licenciement» équivaut à un retour au pays. A 9 heures, le marché est fait: il ne reste sur la place que des hommes, d'Afrique subsaharienne ou Marocains. Depuis le début des années 2000, les contrats en origine augmentent exponentiellement, il y en a aujourd'hui plus de 35 000.

Le soir, retour à Palos. Beaucoup de femmes reviennent des plantations à pied pour économiser un euro de bus. Pour les permanents syndicaux, il ne sera pas facile de fédérer ces ouvrières: la convention collective andalouse fixe à 39 euros le prix d'un jour de travail. Souvent, elles ne touchent que 35 ou 32 euros. Une jeune Roumaine, sur la place centrale, explique qu'elle «n'a pas le choix». Etant donné qu'elle doit trouver chaque jour du travail, il lui est difficile de réclamer son dû. Un jeune Africain se mêle à la conversation: «On s'en fiche, nous, des 39 euros. On veut juste du travail, même pour 20, même pour 10, on le prend.»

«Ciabolas» La pinède, nouveau purgatoire des damnés de la fraise



«C'est dur. Nous sommes des vrais pauvres.» Ils ont conscience que la précarité de leur sort est difficile à croire. Ils sont cinq parmi des centaines ou, plus probablement, des milliers. Mustafa Gabbar, Mohamed Chadli, Mohamed Ibnghanem, Yahya Abdellahoui et Hassan Aynaoui sont Marocains. Assis sur des rondins dans la grandiose pinède en fleur qui borde la côte, à quelques kilomètres de la station balnéaire de Mazagon, ils partagent ce qu'il reste de la ration donnée par la Croix-Rouge: «Regarde ce qu'ils nous donnent, on crève, ici.» Ils ont fait des kilomètres à pied pour un peu de riz, quelques conserves et un jus de fruits. Leur habitat? Des huttes bricolées en bois et en bâches de serre, les ciabolas. Tous les cinquante à cent mètres, quelques huttes sont installées entre les pins. Leurs habitants se regroupent par nationalités. Mali, Guinée, Erythrée, Maroc: dans trois camps de fortune de la région, il n'y a que des Africains, et tous font le même récit. Titulaires de cartes de séjour en Espagne depuis deux, trois ou cinq ans, ils ont gagné le sud de l'Andalousie dans l'espoir de faire la saison de la fraise. Mais la crise, notamment dans le bâtiment, a poussé vers l'agriculture des catégories de travailleurs qui l'avaient quittée.

Misères en concurrence

Devenus une main-d'œuvre de second choix, les Africains régularisés, voire, pour certains, détenteurs d'un passeport espagnol, sont jetés sur les routes et, une fois piégés dans le cul-de-sac andalou, font 10 à 15 kilomètres chaque jour, le ventre vide, pour essayer de trouver quelques heures de travail. Depuis

la fin de 2008, plus personne ne veut des Africains. Ils sont plusieurs dizaines, rien qu'à Palos de la Frontera, à arpenter la place centrale tous les matins en attendant que le camion d'un patron veuille bien les embarquer pour quelques heures de travail. Des centaines de femmes, roumaines ou polonaises, font la même chose, mais, dès 8 heures, elles ne sont plus qu'une demi-douzaine à prendre leur mal en patience. Tous les Africains rencontrés disent, eux, ne pas avoir travaillé du tout depuis plusieurs mois. Un jeune Erythréen, devant sa ciabola, explique: «Si on me donne un permis de séjour après plusieurs années de travail et que, quand je l'obtiens, on donne le travail à des femmes qu'on va chercher en bus en Roumanie, qu'est-ce que je dois dire? En espagnol, je dirais qu'on m'a gagné.» Alors, ne faudrait-il pas rentrer? «Pourquoi veux-tu que je rentre? J'ai vendu ma maison, et là-bas c'est pire. De toute façon, je n'ai pas un euro. Comment pourrais-je faire le trajet dans l'autre sens...»

Luc-Olivier Erard